

Ambassade de France au Canada
Service économique régional d'Ottawa

CANADA

Innovation canadienne : le défi du dernier kilomètre

Le Canada est régulièrement présenté comme une terre d'innovation. En envisageant l'innovation dans toute sa chaîne de valeur, comme un secteur à part entière (cf. définition dans l'encadré 1), les performances canadiennes apparaissent plus nuancées, et l'on observe un écart persistant entre le potentiel d'innovation du pays et sa capacité à le convertir en valeur économique. Ce constat se reflète dans le Global Innovation Index 2025¹, dans lequel le Canada se trouve à la 17ème place, (reculant de trois places par rapport à l'année précédente) et se classe derrière le Royaume-Uni (6ème), la France (13ème) et l'Estonie (16ème). Ce « paradoxe de l'innovation » révèle moins une insuffisance des ressources disponibles qu'une difficulté à les valoriser, créant des vulnérabilités, notamment face au pouvoir d'attraction des États-Unis. L'écosystème canadien demeure néanmoins attractif pour les entreprises innovantes et constitue une porte d'entrée privilégiée vers les marchés et les capitaux nord-américains.

Porté par de solides ressources, le secteur canadien de l'innovation bénéficie d'un environnement favorable malgré des fragilités persistantes.

Le Canada affiche un taux et un niveau de formation parmi les plus élevés au monde, soutenus par d'importants investissements et des secteurs dynamiques. En 2025, 64 % des Canadiens âgés de 25 à 64 ans détenaient un diplôme de l'enseignement postsecondaire (contre 41 % en moyenne dans l'OCDE²), plaçant le pays en tête du classement mondial, une position qu'il occupe depuis 1994³. Par ailleurs, le Canada continue de former une part importante d'étudiants dans les domaines des STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques), se situant au-dessus de ses pays pairs (méthodologie du *Conference Board of Canada*⁴). Enfin, les universités canadiennes comptent parmi les meilleures au monde : les universités de Toronto, de la Colombie-Britannique et McGill figurent ainsi parmi les 50 premiers établissements mondiaux⁵.

Cette qualité de la formation constitue un moteur majeur de l'innovation, le secteur universitaire absorbant des financements significatifs. Les dépenses de R&D dans l'enseignement supérieur (DIRDES⁶) représentaient 1,2 % du PIB en 2025, un niveau supérieur à la moyenne de l'OCDE, et comptaient pour 35 % des dépenses totales de R&D du pays (ANNEXE 1). **Les entreprises, en revanche, investissent relativement peu en R&D, et cette tendance s'accroît.** En 2023, les dépenses de R&D des entreprises (DIRDE⁷) représentaient 59 % des dépenses totales de R&D du pays, contre 75 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. En outre, l'intensité des DIRDE canadiennes demeure faible, tant sur le plan statique (1,1 % du PIB contre 2 % dans l'OCDE) que sur le plan dynamique, avec un recul de 0,1 point de pourcentage (pp) depuis 2000 (contre une hausse de 0,4 pp pour la moyenne de l'OCDE). Au total, l'intensité globale de la R&D canadienne (1,8 % du PIB) est plus faible que la moyenne OCDE (2,7 % en 2023).

Enfin, la forte culture entrepreneuriale est propice à l'innovation et à l'investissement, bien que la dynamique ralentisse ces dernières années. Le Canada affiche d'excellents résultats en matière d'opportunités entrepreneuriales : 20 % des 18-64 ans sont de nouveaux entrepreneurs ou engagés dans un nouveau projet entrepreneurial⁸, soit la première place du G7 (hors Japon) devant le Royaume-Uni et les États-Unis. S'agissant du capital-risque, la phase d'amorçage concentre la plus grande part des investissements (40,4 % en 2025⁹ - voir ANNEXE 2). Toutefois, le Canada présente des lacunes dans le financement du développement de ses innovations, comme le soulignent les récents rapports de la *Banque du Canada*¹⁰ et de *RBCx*¹¹. Ceux-ci mettent en évidence une baisse du volume des transactions de capital-risque aux stades de démarrage et avancés en 2025, tendance confirmée au cours des deux premiers trimestres de 2026, ainsi qu'une concentration croissante des capitaux de risque au sein des cinq principaux fonds¹².

Malgré des atouts indéniables, les résultats demeurent contrastés, illustrant le « paradoxe canadien de l'innovation »

Les universités canadiennes constituent un terreau fertile pour l'innovation, favorisant l'émergence de chercheurs de renommée internationale et leur intégration aux réseaux mondiaux de recherche. Entre 2012 et 2023, le Canada se classait au 4^e rang mondial pour le nombre de publications scientifiques rapporté à la population (plus de 20 publications pour 1 000 habitants¹³), principalement dans les sciences appliquées et les sciences de la santé (ANNEXE 3), illustrant la vitalité de son écosystème de recherche. La qualité de cette production scientifique est également reconnue : le Canada

occupe depuis 2018 le 6^e rang mondial en nombre de citations de ses publications, signe de son influence dans la création et la diffusion des connaissances. Enfin, l'insertion des chercheurs canadiens dans l'écosystème international est particulièrement forte, avec 53,2 % des publications réalisées dans le cadre de collaborations internationales et une 11^e place mondiale pour la direction de projets de recherche internationaux.

Malgré l'excellence de sa recherche, le Canada peine à valoriser et commercialiser ses innovations, limitant leur impact économique. Le faible investissement des entreprises en R&D freine la transformation des avancées scientifiques en innovations de marché : seules 28 entreprises canadiennes figurent parmi les 2 500 plus grands investisseurs mondiaux en R&D (EU Industrial R&D Investment Scoreboard 2022), tandis que le pays affiche des performances légèrement inférieures à la moyenne mondiale dans les neuf secteurs étudiés¹⁴ (ANNEXE 4). À l'image des pays européens, le Canada peine aussi à faire émerger des champions nationaux. Bien qu'il se classe 8^e mondial pour la création de licornes (28 en 2025, ANNEXE 5-1), juste derrière la France, il ne compte que deux « sorties de licornes » depuis 2020¹⁵, contre 738 aux États-Unis, révélant ses difficultés à transformer son potentiel en entreprises de premier plan. La valorisation de ses licornes reste également limitée, atteignant en 2022 seulement un tiers de celle des États-Unis rapportée au PIB (ANNEXE 5-2). Ce « paradoxe de l'innovation » se traduit enfin par une adoption technologique encore faible : seules 19,2 % des entreprises déclaraient utiliser l'IA pour produire des biens ou fournir des services au deuxième trimestre 2026¹⁶ (ANNEXE 6).

Ces faiblesses rendent le secteur de l'innovation particulièrement vulnérable à l'attractivité américaine. Cette vulnérabilité est visible dans le domaine de la propriété intellectuelle. Bien que le Canada occupe une position honorable en matière de dépôts de brevets (13^e rang au classement de l'*USPTO*¹⁷), il présente un flux net négatif de propriété intellectuelle : une part importante de la PI développée au Canada n'y est pas conservée¹⁸. Cet indicateur illustre les difficultés du pays à retenir et valoriser ses innovations, principalement au profit des États-Unis (ANNEXE 7-1). Cette tendance est confirmée par le *Rapport sur la propriété intellectuelle au Canada* (2025) de l'OPIC : 88 % des demandes de brevets déposées provenaient de demandeurs étrangers, dont 44 % des États-Unis (ANNEXE 7-2). Les start-ups canadiennes dépendent également fortement des capitaux américains. En 2025, seuls 32 % des investissements en capital-risque provenaient de syndicats exclusivement canadiens, représentant seulement 21 % des montants investis (Rapport de la Banque du Canada). Cette dépendance s'accroît pour les levées de plus de 50 M CAD, dont près de 90 % impliquent des investisseurs étrangers, souvent au prix d'une perte de contrôle. Enfin, le principal atout de l'écosystème canadien, son enseignement supérieur et sa recherche, est fragilisé par une double dépendance : entre 2010 et 2022, les étudiants étrangers ont représenté les trois quarts de la croissance des diplômés du postsecondaire¹⁹, tandis que les talents canadiens alimentent ensuite la fuite des cerveaux vers les États-Unis (67 % des visas américains d'entrepreneur délivrés en 2024 l'ont été à des Canadiens).

Les nombreux atouts de l'écosystème canadien et sa proximité avec les États-Unis en font un tremplin vers les marchés et les capitaux nord-américains.

Les principaux corridors d'innovation canadiens offrent aux entreprises un accès privilégié à l'excellence de la recherche nationale. Ils s'appuient sur des infrastructures de premier plan, soutenues par la *Fondation canadienne pour l'innovation* (FCI), qui a investi près de 9 Mds CAD en vingt-cinq ans, finançant notamment 19 initiatives majeures et six « grandes installations de recherche »²⁰. À ces pôles s'ajoutent des écosystèmes sectoriels, développés dans le cadre de la stratégie des « grappes d'innovation mondiale »²¹, des zones d'innovations (5 au Québec)²² et de nombreux incubateurs/accélérateurs (MaRS²³, Centech²⁴, etc.). Le secteur des technologies quantiques illustre bien cette dynamique, avec des corridors d'innovation capables d'attirer de nombreuses entreprises.

Enfin, si la proximité du marché et des capitaux américains révèle la dépendance de l'économie canadienne, elle constitue également une opportunité pour les entreprises occidentales, faisant du Canada un tremplin vers ces ressources. Les capitaux étrangers, en particulier américains, jouent en effet un rôle déterminant dans le développement des start-up installées au Canada (exemples de Cohere, Waabi ou Clio). Si cette situation traduit la difficulté du Canada à financer lui-même l'émergence d'entreprises innovantes de grande taille et prive son économie d'une partie des retombées de l'innovation, elle permet aussi aux entreprises s'installant au Canada de bénéficier d'un accès privilégié à ces financements et, ce faisant, au marché américain. Cette dynamique est particulièrement marquée dans le capital-risque : en 2025, près de 80 % du montant des investissements aux stades avancé et de croissance provenaient de syndicats d'investisseurs comprenant au moins une participation américaine²⁵ (ANNEXE 8).

ENCADRÉ 1 : Définition de l'innovation

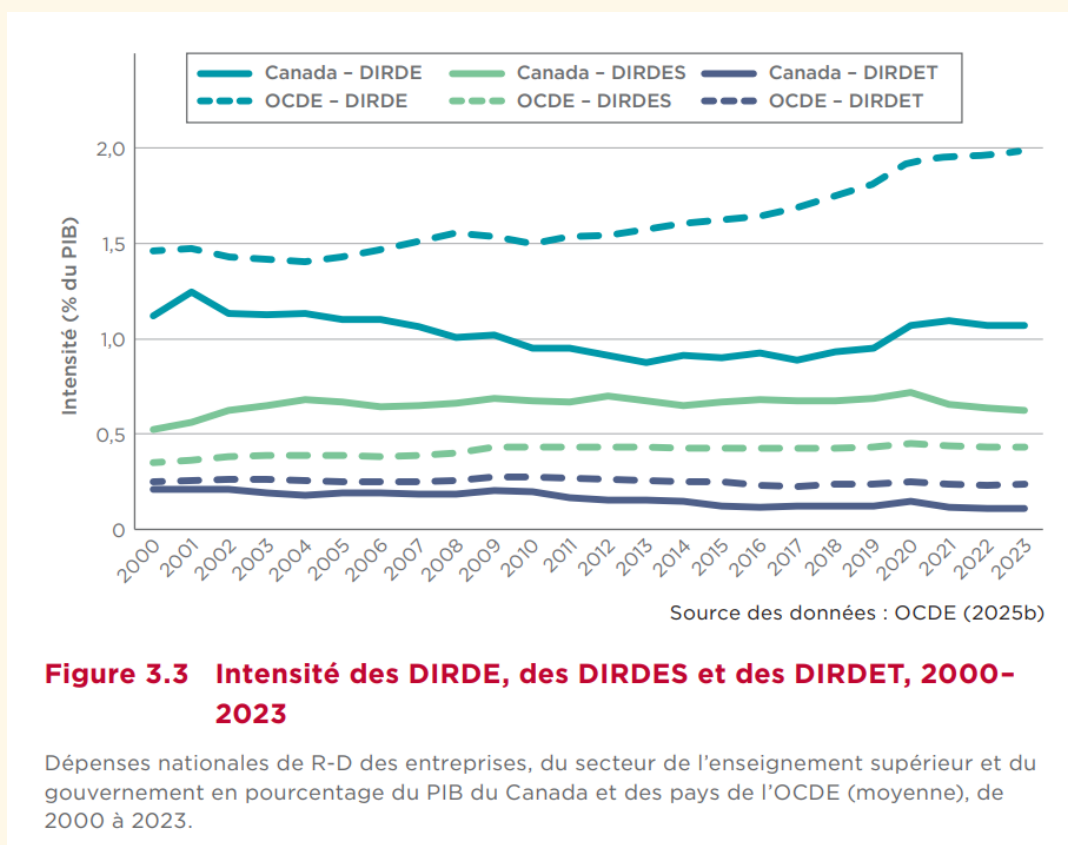
L'innovation est une notion complexe qui, selon la définition retenue, renvoie à des réalités différentes et conduit ainsi à des diagnostics parfois divergents. Depuis 1945, les autorités canadiennes ont successivement privilégié certaines dimensions de l'innovation dans leurs politiques publiques, mettant tour à tour l'accent sur des objectifs distincts et impliquant un rôle plus ou moins interventionniste de l'État : d'abord limité aux investissements dans l'éducation et la recherche, puis élargi aux politiques technologiques et au soutien des technologies stratégiques. Depuis quelques années, cette question est abordée de manière plus globale, à travers la notion d'écosystème d'innovation, principalement pensée selon le modèle de la « triple hélice » (gouvernement, entreprises et enseignement supérieur). Cet écosystème fonctionne à différentes échelles, s'organise selon des logiques sectorielles et repose sur la coopération entre les acteurs de cette « triple hélice ».

Dans cette perspective, il est pertinent d'appréhender l'innovation comme un secteur à part entière, en considérant ses intrants, ses extrants et ses résultats, à l'instar de Munro & Lamb (2025)²⁶. L'innovation ne se réduit alors plus à la production de connaissances ou de technologies nouvelles ; elle englobe également leur diffusion, leur adoption et leurs effets sur l'économie réelle, en intégrant ainsi l'ensemble des dimensions retenues par l'OCDE dans le *Manuel d'Oslo* (2018)²⁷.

ANNEXE 1 : Etat des lieux des dépenses de R&D au Canada – Source : Conseil des Académies Canadiennes (2025)

Trois secteurs effectuent principalement de la R-D au Canada : les entreprises, le milieu de l'enseignement supérieur et le gouvernement. Les dépenses de R-D dans ces secteurs sont appelées **DIRDE** (Dépenses *intra-muros* de R&D des entreprises), **DIRDES** (Dépenses *intra-muros* de R&D de l'enseignement supérieur) et **DIRDET** (Dépenses *intra-muros* de R&D de l'Etat), respectivement. Ces indicateurs mesurent la R-D effectuée dans un secteur donné, **quel que soit le secteur qui la finance** ; c'est ce qu'on appelle la R-D intra-muros. Cependant, **ces secteurs financent** aussi parfois la R-D effectuée par un autre secteur ; c'est par exemple le cas lorsqu'une entreprise finance la R-D effectuée dans un établissement postsecondaire. Ce financement intersectoriel permet ce qu'on appelle la R-D extra-muros. Il existe **trois indicateurs** principaux des dépenses de R-D : l'ampleur (montant total des dépenses), l'intensité (les dépenses en pourcentage du PIB ou des revenus) et le taux de croissance (généralement le taux de croissance annuel composé, ou TCAC).

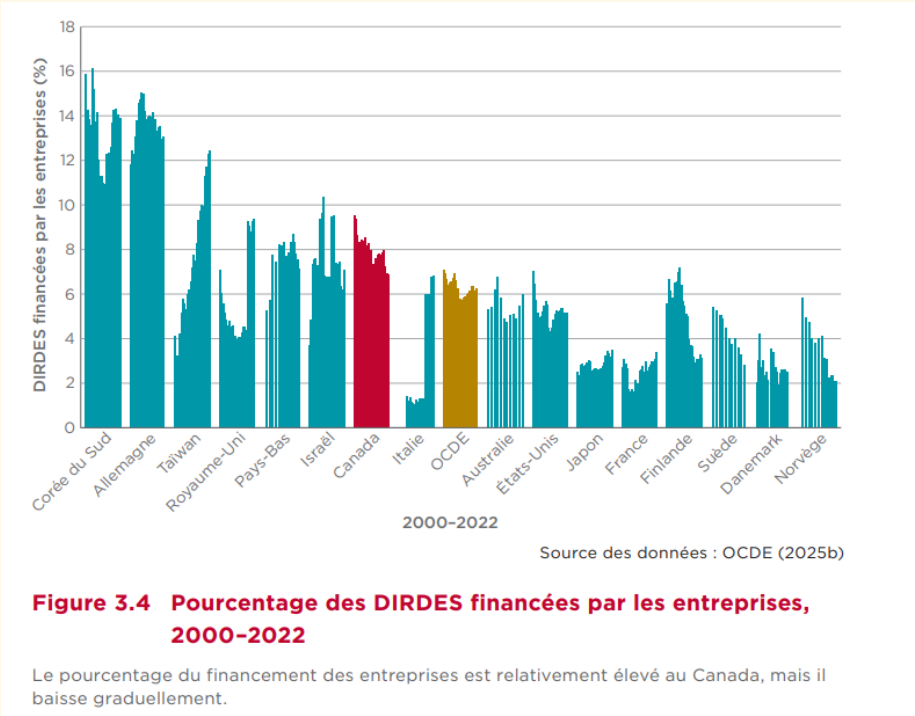
1.1 Intensité des dépenses de R&D dans les différents secteurs au Canada et dans l'OCDE (2000-2023)



Cependant, il est à noter que le Canada présente une part plus importante d'entreprises finançant la R&D de l'enseignement supérieur que dans la plupart des pays. Cela renforce donc son écosystème d'innovation, par une implication plus grande des entreprises dans la recherche académique, et partant, une meilleure connexion entre l'un et l'autre secteur. Cela ne doit pas occulter cependant la difficulté des innovations canadiennes à être

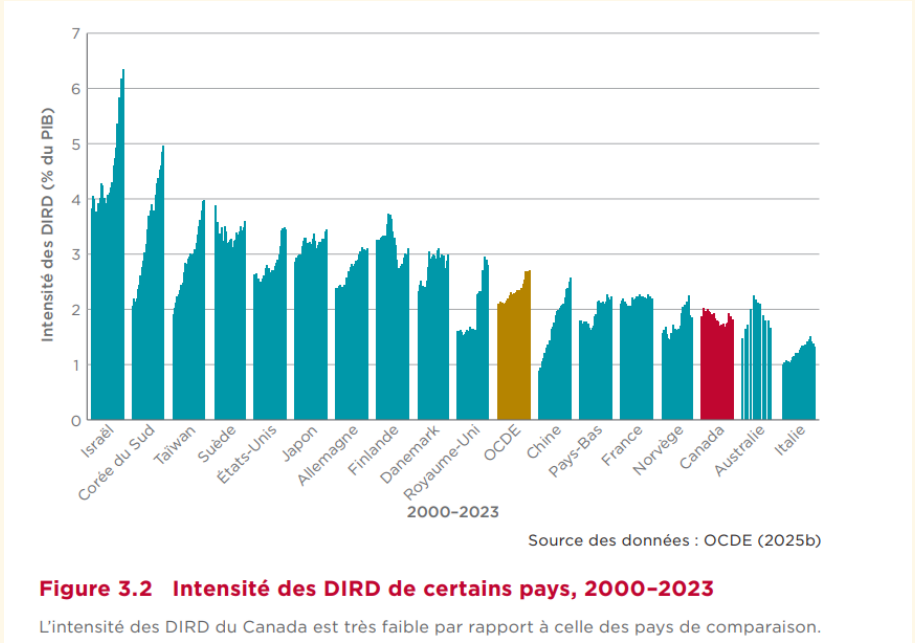
commercialisées, d'autant que cet investissement des entreprises dans la recherche académique baisse graduellement.

1.2 Pourcentage des dépenses de R&D académique financées par les entreprises au Canada et ailleurs (2000-2023)



A noter que ces résultats s'ajoutent à une faiblesse de l'intensité de l'ensemble des dépenses en R&D (DIRD) du Canada par rapport aux pays de l'OCDE.

1.3 Intensité des dépenses totales de R&D au Canada et ailleurs (2000-2023)



ANNEXE 2 : Répartition des capitaux de risque (Venture Capital) au Canada selon le stade d'avancement

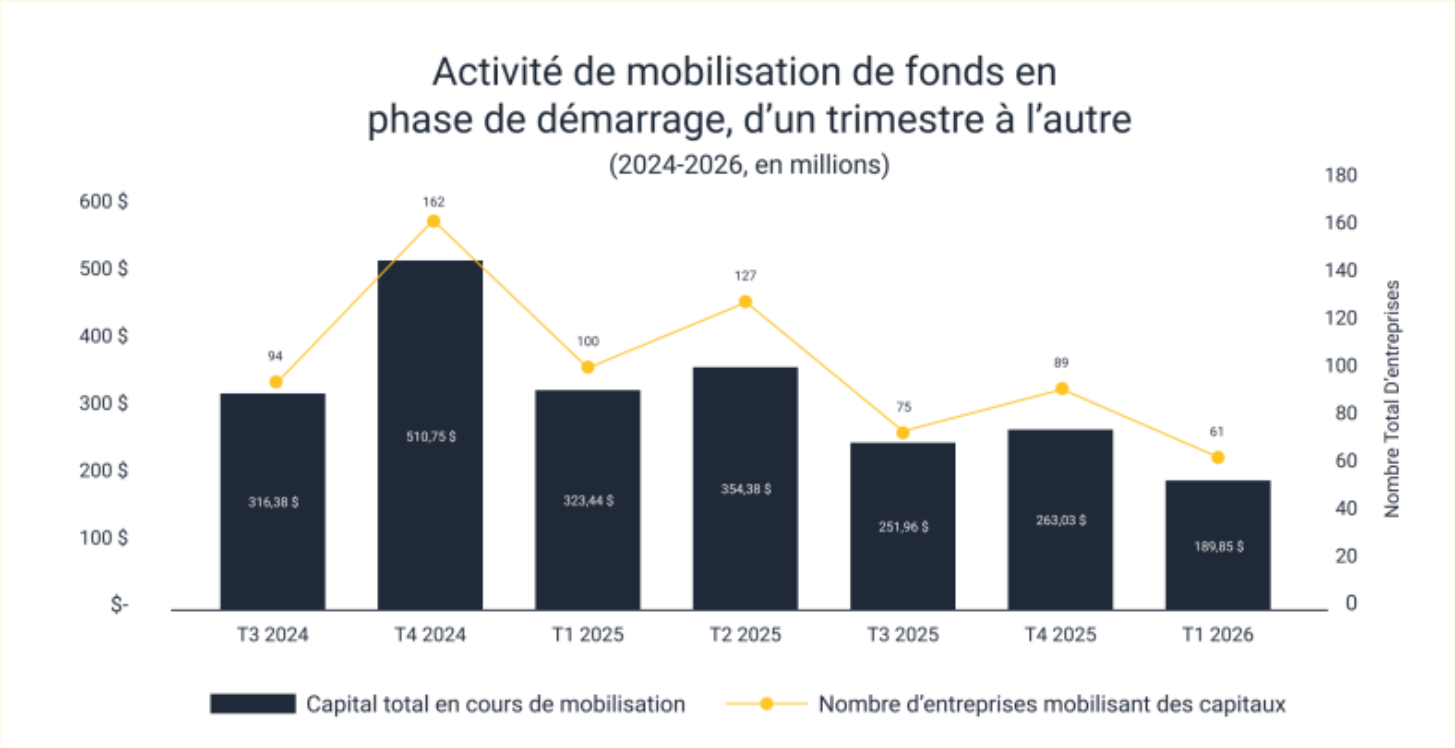
2.1 Volume des transactions de capitaux de risque selon le stade d'avancement – Source : Banque du Canada (2026)

Graphique 8: Stades et rondes en pourcentage du nombre total de transactions au Canada

Stades	Rondes	2021	2022	2023	2024	2025
Amorçage	Préamorçage	16,6%	17,4%	25,8%	24,4%	25,9%
	Amorçage	33,5%	36,9%	36,5%	37,6%	40,4%
Démarrage	Série A	16,7%	17,0%	14,4%	13,0%	8,1%
	Série B	7,8%	5,1%	7,6%	6,8%	5,3%
	Inconnue	12,8%	13,0%	6,3%	8,7%	9,8%
Avancé	Série C	2,8%	4,1%	2,3%	2,5%	2,1%
	Série D	0,7%	0,7%	1,5%	1,0%	1,1%
	Inconnue	5,9%	3,9%	4,4%	4,3%	4,7%
Croissance	Série E et +	1,0%	0,4%	0,9%	0,7%	0,4%
	Inconnue	2,2%	1,5%	0,2%	1,0%	2,3%

Sources : ACCR, analyse de BDC. Remarque : Le dégradé reflète la concentration des activités; inconnue : ronde non catégorisée.

2.2 Des montants investis en baisse et bénéficiant à un nombre décroissant d'entreprises en phase de démarrage – Source : RBCx (2026)



ANNEXE 3 : Rendement de la recherche par domaine au Canada – Source : Conseil des Académies Canadiennes (2025)

Le rendement de la recherche correspond à l'impact de tel ou tel travail de recherche à l'échelle mondiale. Il peut être mesuré de plusieurs manières. Le **MCR** est un moyen de quantifier l'impact de la recherche d'après les citations. Dans ce domaine, le Canada occupe le 6e rang, derrière les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Australie. Si on regarde le décile supérieur des publications les plus fréquemment citées, soit le 10 % PPFC, le Canada occupe également la 6e position, avec un indice de 11,8 %, contre 10 % pour l'indice de référence. Ces chiffres donnent à penser que les publications canadiennes ont un grand impact.

Tableau 6.3 Rendement en matière de recherche du Canada par domaine et champ de recherche, 2012-2023

Domaine/champ	Frac	TCr (Frac)	IS	MCR	10 % PPFC
Tous les champs	812 794	1,09	1,00	1,17	11,8
Arts et sciences humaines	27 508	1,14	1,29	1,17	12,1
Arts visuels et de la scène	1 767	1,04	1,84	1,1	10,8
Communication et études de textes	10 803	1,18	1,26	1,23	12,7
Études historiques	7 571	1,10	1,07	1,13	11,9
Philosophie et théologie	7 367	1,13	1,56	1,13	11,7
Sciences appliquées	243 236	1,04	0,86	1,25	12,6
Agriculture, pêche et foresterie	26 201	1,04	1,01	1,24	12,7
Environnement bâti et conception	9 223	1,26	1,17	1,06	9,8
Génie	71 931	0,96	0,90	1,22	12,3
Technologies de l'information et des communications	76 858	1,08	0,92	1,44	14,0
Technologies habilitantes et stratégiques	59 023	1,07	0,69	1,2	12,5
Sciences de la santé	322 229	1,15	1,26	1,18	12,1
Médecine clinique	191 825	1,16	1,12	1,24	13,0
Recherche biomédicale	54 576	1,03	1,12	1,05	10,6
Psychologie et sciences cognitives	30 179	1,15	2,04	1,04	9,8
Santé publique et services de santé	45 649	1,31	2,14	1,14	11,5
Sciences économiques et sociales	69 533	1,16	1,31	1,03	10,2
Économie et affaires	24 939	1,25	1,13	1,04	10,4
Sciences sociales	44 594	1,20	1,44	1,03	10,1
Sciences naturelles	150 288	1,01	0,76	1,12	11,1
Biologie	30 194	1,01	1,05	1,16	12,0
Chimie	29 241	0,98	0,59	1,11	11,1
Mathématiques et statistiques	14 908	1,07	0,80	1,11	9,5
Physique et astronomie	43 807	0,93	0,61	1,16	12,1
Sciences de la Terre et de l'environnement	32 138	1,16	1,05	1,05	9,8

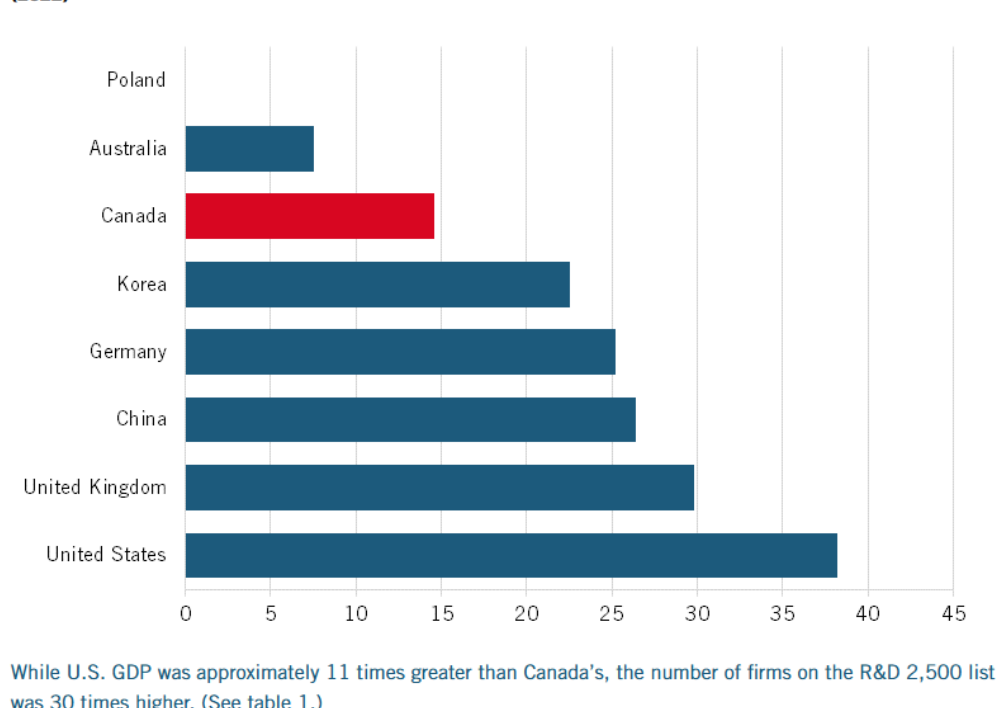
Source des données : Science-Metrix (2024)

Le code de couleur indique un rendement supérieur (vert) ou inférieur (rouge) au niveau mondial.

ANNEXE 4 : L'innovation des entreprises au Canada – Source : *Information Technology and Innovation Foundation* (2024)

4.1 Investissements des entreprises dans le top 2 500 en R&D selon les pays

Figure 4: Companies in the top 2,500 global R&D investors per trillions of dollars of purchasing power parity (PPP) GDP (2022)¹⁶



4.2 Présence d'entreprises canadiennes dans les neuf secteurs clés d'innovation

Table 1: Number of firms in nine advanced trade sectors (2021)¹⁷

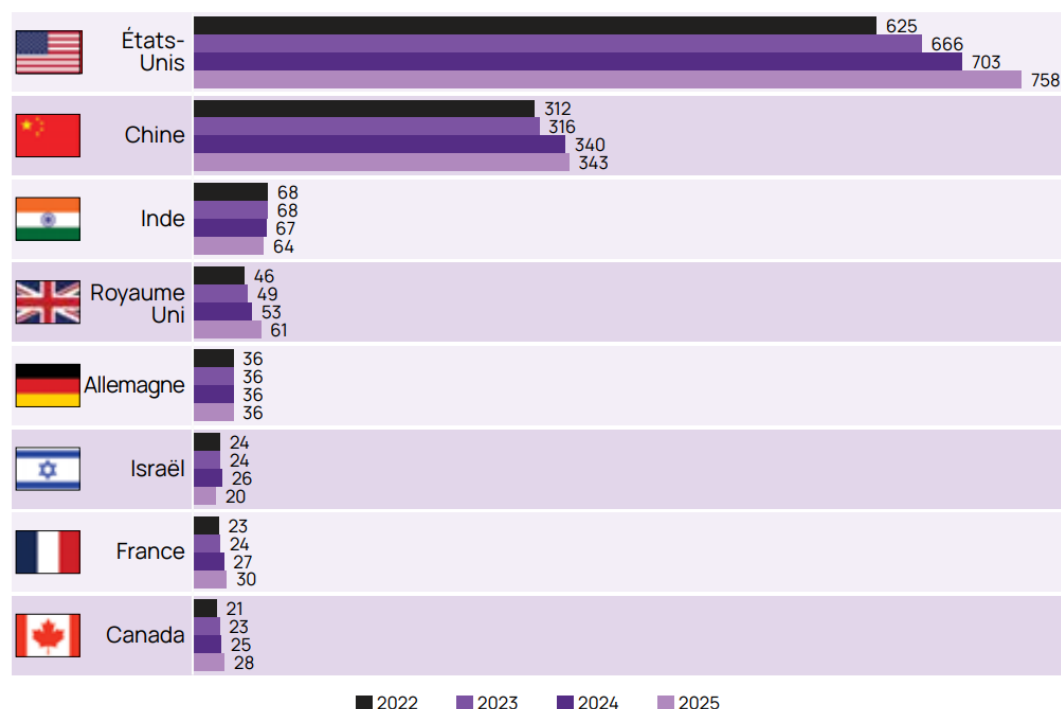
Sector	United States	Canada	Rest of the World	Total
Pharmaceuticals and Biotechnology	263	6	209	478
Software and Computer Services	197	6	134	337
Technology Hardware and Equipment	71	3	133	207
Electronic and Electrical Equipment	41	2	206	249
Industrial Engineering	28	1	138	167
Automobiles and Parts	28	2	118	148
Aerospace and Defence	15	2	27	44
General Industrials	15	0	49	64
Alternative Energy	2	0	6	8
Total	660	22	1,020	1,702

ANNEXE 5 : L'émergence des licornes au Canada

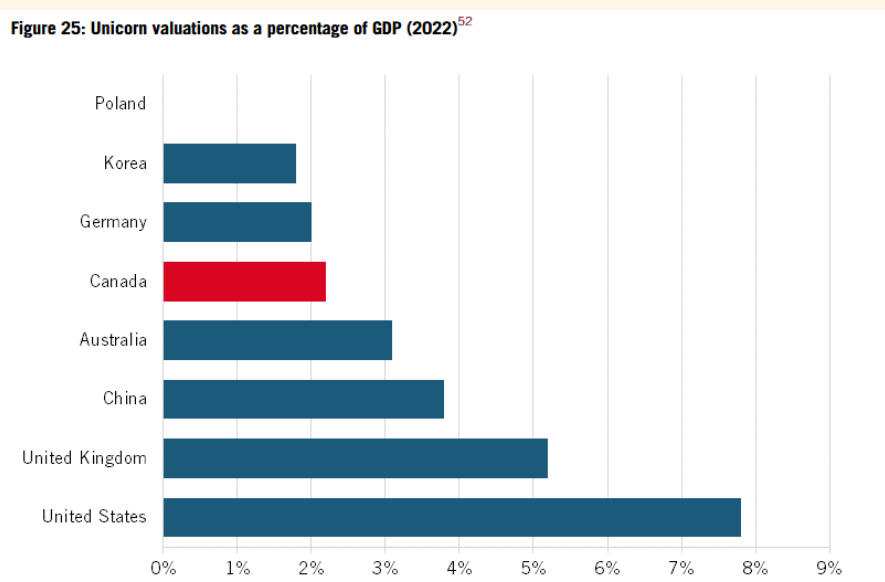
5.1 Classement selon le nombre de licornes créées – Source : Rapport de *Coalition pour un meilleur avenir* (2026) et *Hurun Unicorn Index*

GM6 | Nombre de « licornes »

Nombre d'entreprises d'une valeur supérieure à 1 milliard \$ (2022-2025)



5.2 Valorisation des licornes en pourcentage du PIB – Source : *Information Technology and Innovation Foundation* (2024)

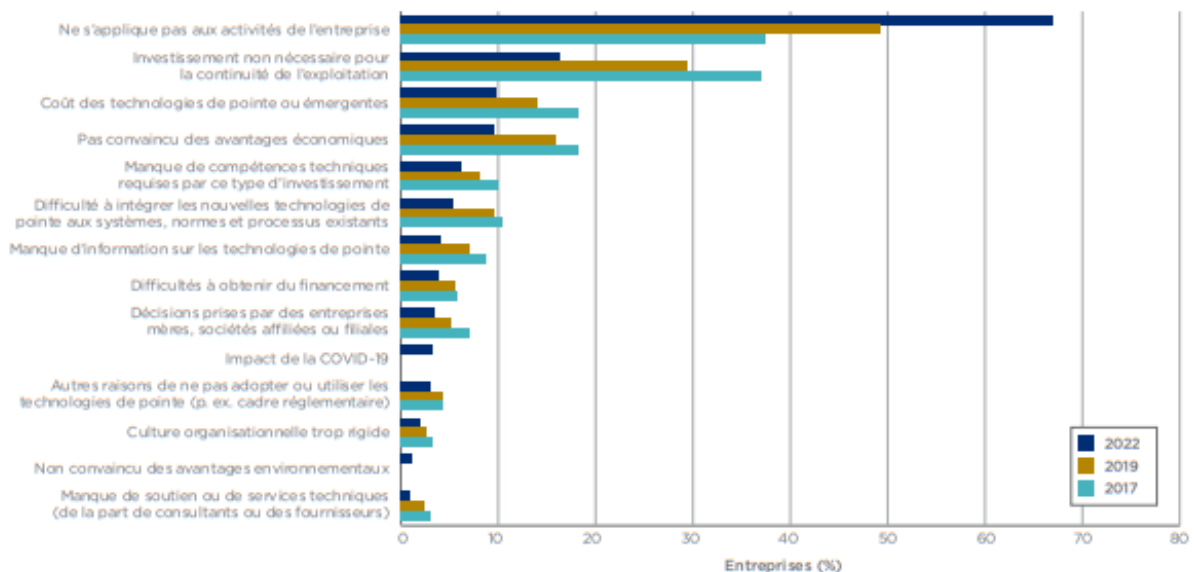


Ce même rapport souligne que cette difficulté à passer à l'échelle pourrait s'expliquer par le fait que les politiques canadiennes de soutien à l'innovation reposent largement sur des **crédits d'impôt destinés aux PME**. Si cette approche favorise l'émergence de jeunes entreprises innovantes, elle **accompagne plus modestement leur croissance et leur passage à l'échelle**, ce qui pourrait ainsi contribuer aux difficultés du Canada à faire émerger de grands acteurs innovants.

ANNEXE 6 : L'utilisation de l'innovation technologique dans l'économie canadienne

6.1 Les raisons de la non-utilisation des technologies de pointe dans les entreprises canadiennes – Source : Conseil des Académies Canadiennes (2025)

Au Canada, **moins de la moitié des entreprises** (47 %) utilisaient des technologies de pointe en 2022, selon l'EISE (*Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise* de Statistique Canada). La raison de la non-utilisation des technologies de pointe ou émergentes la plus couramment citée, et de loin, est qu'elles ne sont pas applicables aux activités de l'entreprise (67 %) ou nécessaires à la continuité de l'exploitation (16 %). Cela peut révéler un manque de formation à l'utilisation de l'IA dans les processus de fabrication ou de délivrance de services.



Source des données : StatCan (2024ab)

Figure 8.3 Raisons de ne pas adopter ou utiliser les technologies de pointe, 2017, 2019 et 2022

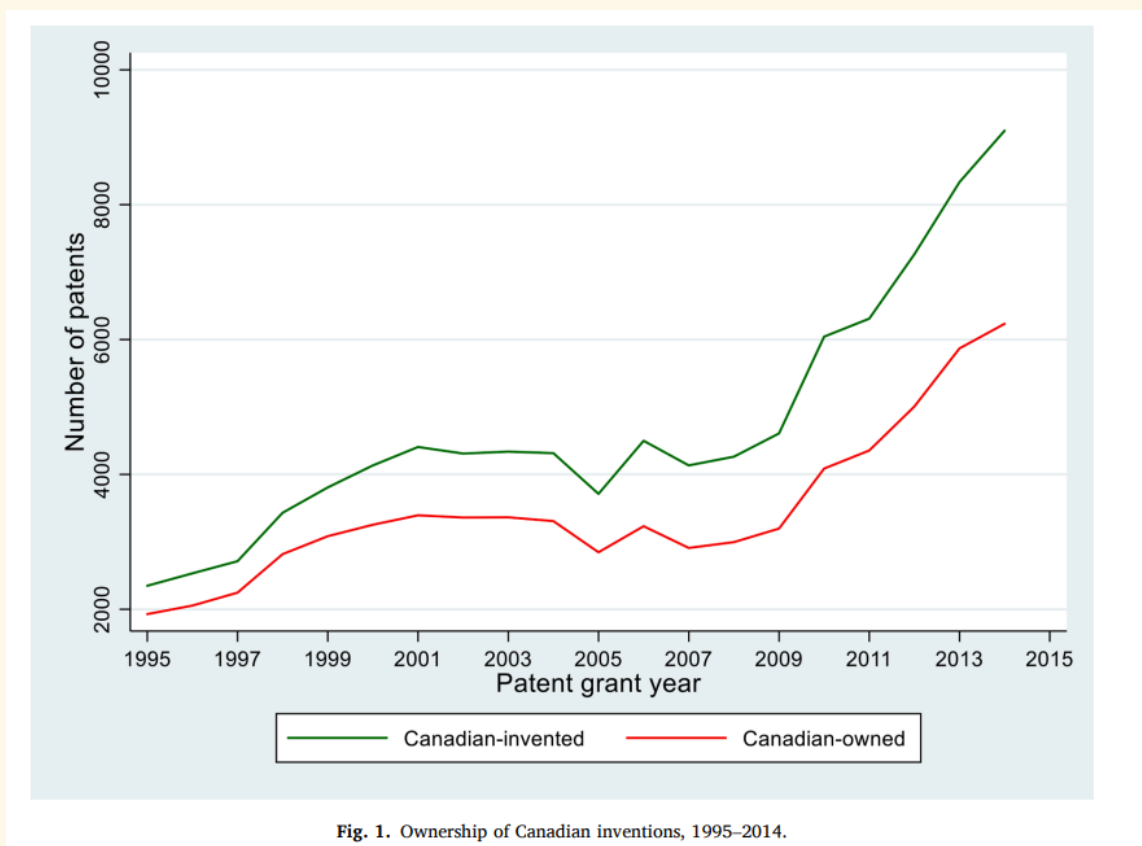
Les raisons de ne pas adopter ou utiliser les technologies de pointe sont classées selon le pourcentage décroissant de réponses reçues en 2022. Les données n'étaient pas disponibles pour certaines catégories et certaines années.

6.2 L'utilisation de l'IA dans les entreprises canadiennes – Source : Statistique Canada (2026)

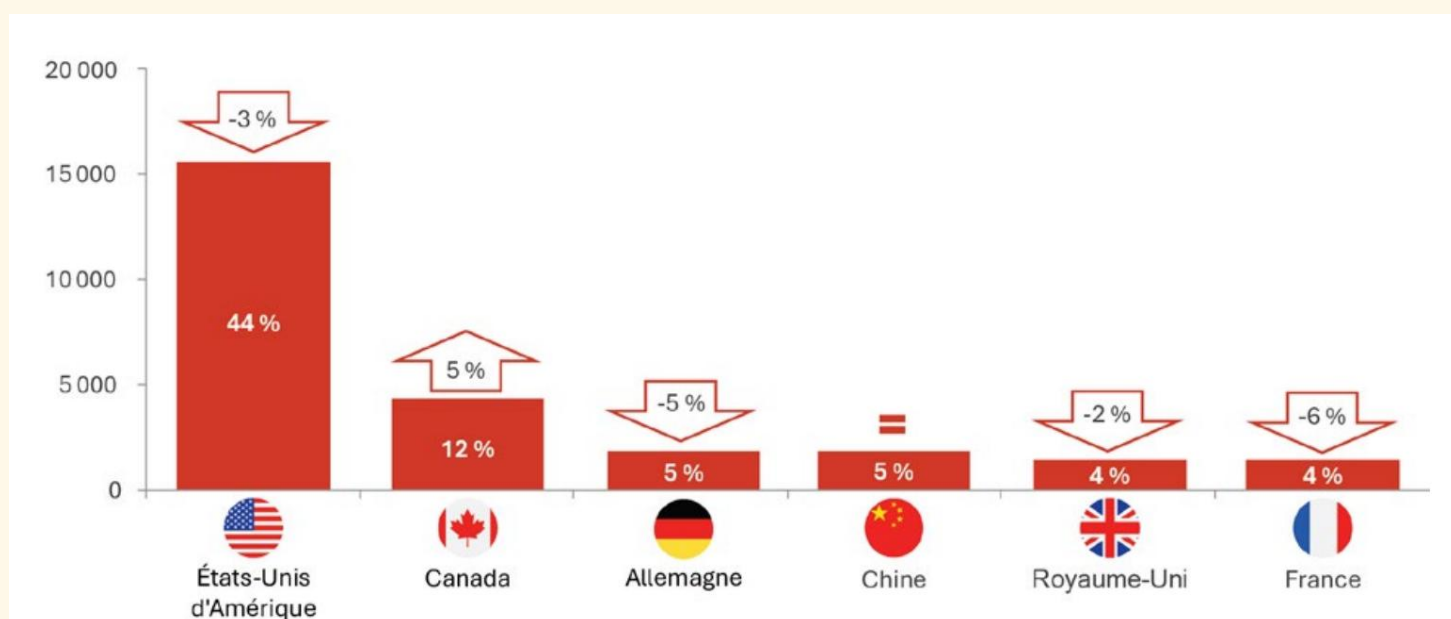
Au deuxième trimestre de 2026, **19,2 % des entreprises** ont déclaré avoir utilisé l'intelligence artificielle (IA) pour produire des biens ou fournir des services au cours des 12 mois précédant l'enquête, soit une proportion **trois fois plus élevée qu'au deuxième trimestre de 2024** (6,1 %). Malgré cette progression, **40,0 % des entreprises** estiment encore que l'IA n'est pas pertinente pour leurs activités. Les secteurs de l'information et de la culture (42,3 %) ainsi que de la finance et des assurances (40,4 %) demeurent les plus avancés en matière d'adoption, comme en 2025. Les principales applications de l'IA concernent l'analyse de données (36,6 %), l'analyse de texte (34,5 %) et les robots conversationnels (28,2 %). L'utilisation de l'IA est **plus répandue dans les grandes entreprises**, tandis que les plus **petites** sont davantage susceptibles de juger cette technologie non pertinente. Les entreprises plus récentes y ont également davantage recours que celles en activité depuis plus de 20 ans. Par ailleurs, **44,4 % des entreprises** ayant adopté l'IA ont adapté leur stratégie de formation ou de dotation, notamment pour former leurs employés et leurs cadres. Enfin, les principaux freins à son déploiement demeurent les enjeux de cybersécurité et de confidentialité (13,4 %), suivis du coût de mise en œuvre (10,6 %).

ANNEXE 7 : La Propriété Intellectuelle au Canada : un enjeu de souveraineté

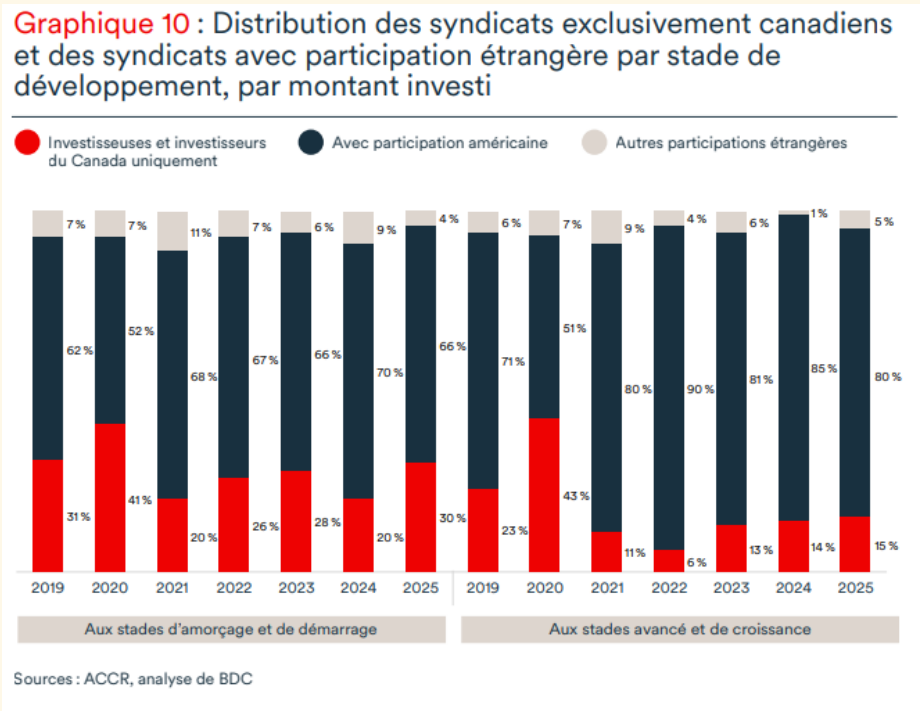
7.1 Propriété des inventions faites au Canada – Source : Md Razib Alam, Margaret Dalziel, Brian P. Cozzarin (2022)²⁸



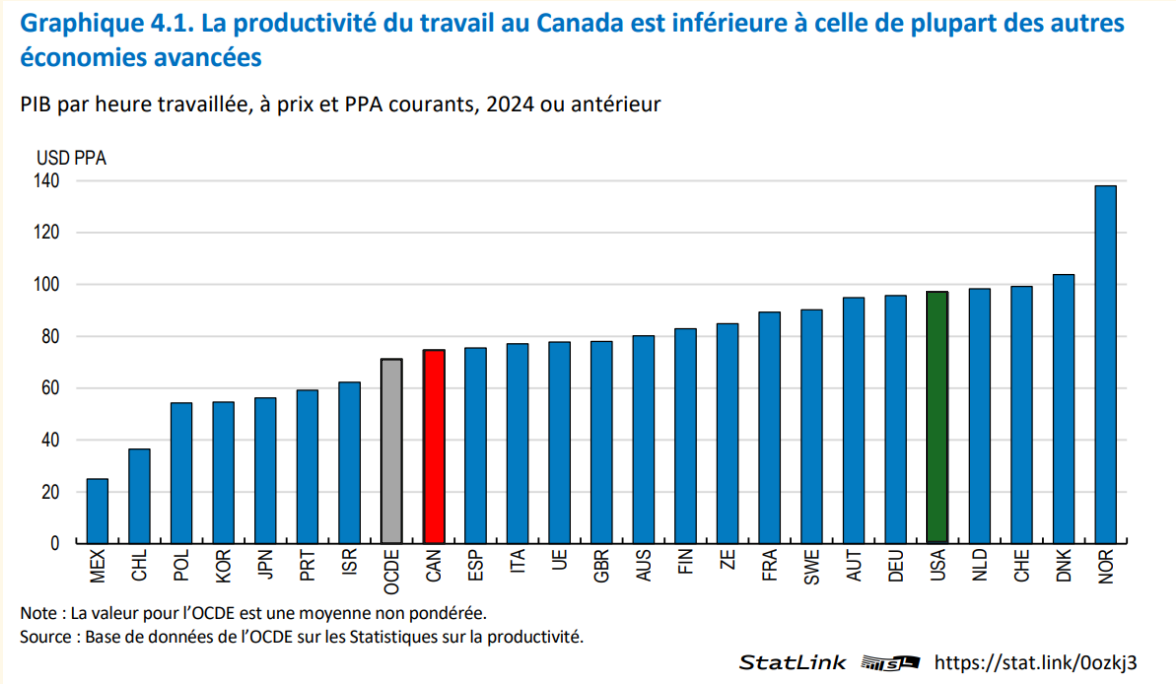
7.2 Principaux pays ayant déposé des demandes de brevets au Canada en 2024 – Source : *Office de la Propriété Intellectuelle au Canada* (2025)



ANNEXE 8 : Pourcentage de la participation étrangère parmi les montants investis dans les opérations de capital-risque – Source : Banque du Canada (2026)



ANNEXE 9 : Productivité au travail au Canada et dans les pays de l'OCDE – Source : OCDE, Etudes économiques (2025)



Notes de fin

¹ Classement réalisé par le *World Intellectual Property Organization* : [Global Innovation Index 2025. Innovation at a Crossroads.](#)

² Source : [L'état de la science, de la technologie et de l'innovation au Canada, Conseil des Académies du Canada](#). Il est important de noter que dans « diplômes postsecondaires », le Canada comprend aussi les « diplômes postsecondaires non supérieurs » (incluant les CEGEP québécois par exemple), ce qui peut mener à une surévaluation.

³ A noter qu'en plus de cela, le Canada affiche de bons scores concernant le niveau de formation, se plaçant à la 9^{ème} place du classement PISA en mathématiques en 2022, 8^{ème} en compréhension de l'écrit ainsi qu'en sciences (OCDE, Résultats du PISA 2022).

⁴ Source : [innovation-report-card 2024.pdf](#). Dans son rapport *Innovation Report Card* d'avril 2024, le *Conference Board of Canada* mène une étude concernant les déterminants de l'innovation (capacités, activité, résultats), en comparant le Canada à une série de « pays pairs » qui comprend des pays surpassant le Canada au classement de l'indice mondial de l'innovation, ainsi que certains pays retenus pour la pertinence de leur gouvernance de l'innovation, leur profil économique comparable ou leur appartenance au G7.

⁵ Selon le classement de *Times Higher Education* et de QS.

⁶ DIRDES : *Dépenses intra-muros de R&D dans le secteur de l'Enseignement Supérieur*

⁷ DIRDE : *Dépenses intra-muros de R&D dans le secteur des entreprises*

⁸ Il s'agit d'un indicateur, le *TEA (Total early-stage entrepreneurial activity rate)*, mesurant le taux d'activité dans le primo-entrepreneuriat. Il est développé par le *Global Entrepreneurship Monitor*, et calcule le pourcentage de la population de 18 à 64 ans qui sont soit entrepreneurs naissants, soit propriétaires/gestionnaires d'une nouvelle entreprise.

⁹ Il est cependant à noter que le nombre de transactions en VC au Canada est en baisse constante depuis 2021, tandis qu'en valeur, la baisse est moins prononcée. En 2025, l'ensemble des opérations de VC au Canada totalisaient 8,0 Mds CAD, contre environ 11,9 Mds CAD (7,4 Mds €) en France, environ 33,2 Mds CAD (23,6 Mds USD) en Grande-Bretagne et 11,6 Mds CAD (7,20 Mds €) en Allemagne.

¹⁰ Source : [62222-bdc-situation-capital-risque-au-canada.pdf](#)

¹¹ Source : [Bilan de mi-année du capital de risque au Canada : les pressions s'accroissent pour les entreprises en démarrage | RBCx](#)

¹² Il s'agit des fonds Radical Ventures Fund IV, Portag3 Ventures Fund IV, Yaletown Growth Fund III, Version One Ventures Fund V et Garage Capital Fund V, qui représentent en 2025 80% des capitaux de risque recueillis, contre 46% en 2023. Cette concentration peut s'expliquer par plusieurs facteurs, dont le ralentissement mondial des sorties de capital (en particulier au Canada, voir *supra*) ou le tarissement des fonds émergents. Cependant, cette concentration se traduit pour le secteur de l'innovation par un plus petit nombre de stratégies d'investissement, une moindre diversité de points de vue quant aux caractéristiques d'une entreprise susceptible d'obtenir du financement, et un contexte plus exigeant pour les fondateurs qui tentent d'accéder à un bassin décroissant de décideurs.

¹³ Source : [L'état de la science, de la technologie et de l'innovation au Canada, Conseil des Académies du Canada](#). Cette dynamique est par ailleurs en croissance, avec un rythme plus faible que la moyenne mondiale, mais similaire à des pays comme les États-Unis ou l'Allemagne.

¹⁴ Source : [Assessing Canadian Innovation, Productivity, and Competitiveness | Reports & Briefings | Apr 29, 2024 | ITIF](#). Les neuf secteurs clés de l'innovation identifiés par le rapport sont : pharmacie et biotechnologies ; logiciels informatiques ; équipements technologiques ; équipements électroniques et électriques ; génie industriel ; automobile ; aérospatiale et défense ; Industries générales ; énergie alternative. En moyenne, une entreprise canadienne dans un de ces secteurs a investi 234 M CAD en R&D, soit 0,18 écart-type en-dessous de la moyenne mondiale.

¹⁵ Par « sortie de licornes » on entend la vente de toutes ou la majorité des parts de la licorne ou bien l'introduction en bourse. L'analyse du *Narwhal Porject* n'en comptabilise que deux depuis 2020, correspondant donc probablement à Coveo (entreprise canadienne spécialisée dans l'intelligence artificielle appliquée à la recherche et à la personnalisation) et Thinkific (plateforme SaaS qui permet de créer, vendre et gérer des cours en ligne) en 2021. Ce faible niveau s'explique probablement par le rachat précoce des start-ups canadiennes par des capitaux américains, ce qui favorise les sorties de licornes américaines plutôt que canadiennes et pénalise les investisseurs nationaux.

¹⁶ Source : [Analyse de l'utilisation de l'intelligence artificielle par les entreprises au Canada, deuxième trimestre de 2026](#)

¹⁷ USPTO : *United States Patent and Trademark Office*

¹⁸ Le flux net négatif de propriété intellectuelle est défini comme « une plus forte proportion de PI développée au Canada n'étant pas conservée au Canada », selon le rapport du *Conseil des Académies du Canada*.

¹⁹ Source : [L'état de la science, de la technologie et de l'innovation au Canada, Conseil des Académies du Canada](#). Cette dépendance n'est, en soi, pas un problème et témoigne de l'attractivité de l'écosystème de formation canadien, mais les restrictions récentes en matière d'immigration des étudiants décidées par le gouvernement fédéral pourraient affaiblir les capacités d'innovation canadiennes.

²⁰ Source : [Les grandes installations de recherche : le Canada à la fine pointe de l'innovation | Fondation canadienne pour l'innovation](#). Il s'agit de l'*Organisme de recherche sur les vaccins et les maladies infectieuses*, SNOLAB, le *Centre canadien de rayonnement Synchrotron*, les *réseaux océaniques Canada*, le *NGCC Admundsen* et le *réseau de contrôle océanique*.

²¹ Source : [Grappes d'innovation mondiales](#). Les « grappes d'innovation mondiale » sont des écosystèmes régionaux et nationaux soutenus par le gouvernement fédéral canadien. Leur stratégie consiste à stimuler la productivité et la compétitivité internationale en unissant des PME, des géants industriels, des universités et des organismes à but non lucratif pour développer et commercialiser des technologies de pointe. Cinq grappes sont actives : Technologies numériques ([DIGITAL](#)) ; [Scale IA](#) ; Fabrication de pointe ([NGen](#)) ; Industries des protéines ([PIC](#)) ; l'économie océanique ([COIN](#)).

²² [Zones d'innovation | Gouvernement du Québec](#).

²³ [MaRS Discovery District](#)

²⁴ [Programme Accélération - Centech](#)

²⁵ D'après le rapport de la *Banque du Canada*, un syndicat d'investisseurs est considéré comme non canadien dès lors qu'il comprend au moins un investisseur étranger. Le rapport distingue ainsi les syndicats exclusivement canadiens de tous les autres. Selon cette méthodologie, entre 36 % et 50 % des transactions réalisées aux stades avancé et de croissance sont effectuées par des syndicats d'investisseurs comprenant au moins un investisseur états-unien.

²⁶ Munro, C. et C. Lamb, 2025. Measuring Innovation in the Age of Intangibles. Document de synthèse des connaissances financé par le CRSH, Ottawa, ON,

²⁷ Source : [Manuel d'Oslo 2018 | OCDE](#)

²⁸ Source : Md Razib Alam, Margaret Dalziel, Brian P. Cozzarin (2022), [Invented here but owned elsewhere: The widening gap between domestic and foreign patent ownership in Canada](#), *Technological Forecasting & Social Change*